

L'Assemblée de Corse investie

lundi 21 janvier 2008, par [Rouge](#) (Date de rédaction antérieure : 17 janvier 2008).

Dix-huit organisations avaient appelé à la manifestation du 12 janvier, à Ajaccio, sous le mot d'ordre commun « Resistenza e libertà » (« Résistance et liberté »), pour exiger l'arrêt des prélèvements ADN systématiques, la fin des périodes de détention préventive à rallonge (souvent entre trois et cinq ans), le rapprochement des prisonniers et la cessation des violences policières quotidiennement perpétrées.

Toutes les organisations politiques du mouvement national, des associations de soutien aux prisonniers, ainsi que le Syndicat des travailleurs corses (STC) s'étaient donc regroupées pour cette occasion. Depuis des années, les gouvernements n'ont eu d'autre politique que la répression. Cette tendance s'est accentuée depuis l'élection de Sarkozy. Sous la grêle et la pluie, près de 2 000 personnes ont répondu à l'appel. Le cortège, encadré par un dispositif policier surdimensionné, s'est dirigé vers l'Assemblée de Corse, rapidement investie par les organisateurs qui y ont tenu une conférence de presse. Les porte-parole, applaudis à l'intérieur comme à l'extérieur, ont alors réaffirmé les revendications communes.

L'incendie qui a détruit le bureau du président de l'exécutif de l'Assemblée s'est déclaré une heure après le départ des manifestants. Qu'il s'agisse de groupes prétendument radicaux ou d'autres personnes, cet acte isolé permet aux clans et au gouvernement de reprendre la main. A Manca nazionale a fait savoir publiquement que ses militants ne se reconnaissaient pas dans cet acte, tout en maintenant son opposition ferme à ce gouvernement.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2235 du 17 janvier 2008.